

Enseignement supérieur et Recherche : le jeu de massacre continue, ne nous laissons pas faire !

Le début de l'été a été marqué par une mobilisation importante contre les projets de restructuration de la recherche. Le blocage du conseil d'administration du CNRS a fait reculer au moins partiellement le gouvernement dans son projet brutal de démantèlement du CNRS. Après la mise en place de la réforme de l'ANR et de l'AERES, le brutal changement dans la composition du CNESER de cet été continue de contourner toutes les instances nationales collégiales. L'été a aussi été marqué par les dernières annonces du Plan Campus, qui accroissent les inégalités entre établissements et à l'intérieur de chacun d'eux.

De plus, pour la première fois depuis 15 ans, 900 suppressions d'emploi sont annoncées dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche alors que notre secteur est présenté comme prioritaire et que des emplois sont nécessaires à la réussite des étudiants. Le gouvernement entend par là poursuivre sa politique d'affaiblissement de la fonction publique. En témoignent les suppressions d'emplois de titulaires annoncées pour 2009 (près de 23 000 dans l'ensemble de la Fonction Publique, avec 13 500 pour l'enseignement). Le milliard supplémentaire annoncé l'an dernier n'est pas assuré. Une augmentation de 10% du budget du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche serait pourtant indispensable.

En ce début septembre, les nouveaux projets du gouvernement augmentent encore les menaces qui pèsent sur les personnels et les étudiants :

- mise en cause de la formation et du statut des enseignants des premier et second degrés ; menace de suppression des IUFM,
- volonté de franchir une nouvelle étape dans la restructuration en force de l'ensemble de la recherche (CNRS, établissements sous tutelle du Ministère de l'agriculture) et dans son pilotage autoritaire (déclaration de V. Péresse au Conseil des Ministres, limogeage de la directrice du département SHS du CNRS),
- problèmes sociaux des étudiants (logement, bourses, augmentation du recours au travail salarié, ...),
- remise en cause des statuts et des carrières : individualisation arbitraire des rémunérations (primes et indemnités à la « tête du client ») développement de la précarité, modulation des services, pouvoir d'achat.

Les organisations soussignées protestent contre les méthodes inacceptables pratiquées par le gouvernement. Comme pour tous les chantiers précédents, le gouvernement veut conclure le chantier carrière dans la précipitation, et sans réelles négociations avec les

organisations représentatives : il entend conclure le 18 septembre la pseudo concertation sur les carrières basée sur les rapports Schwartz et Hoffmann, qui remettent en cause le statut de fonctionnaire, enlevant toute protection à la recherche et à l'enseignement face aux pressions économiques et politiques. Nous ne pouvons l'accepter.

Les organisations soussignées appellent les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur ainsi que les étudiants à organiser dès maintenant l'information dans les établissements, notamment le **11 Septembre** - jour retenu par les fédérations de l'Education Nationale pour l'**action contre la politique éducative du gouvernement et contre les suppressions de postes** - Elles appellent à débattre partout d'actions associant tous les personnels et étudiants tant dans les instances locales et nationales que dans des mobilisations originales et significatives ; dès maintenant, la grève administrative soutenue par une pétition massive doit être débattue. Elles appellent dès à présent les personnels à s'exprimer (motions, votes de conseils, AG, rassemblements, ...).

Les organisations soussignées exigent :

- la création de postes de titulaires, un plan de résorption de la précarité, de vrais contrats de travail pour tous les doctorants,
- un budget 2009 permettant de remplir toutes les missions d'enseignement et de recherche, avec notamment un rééquilibrage du financement de la recherche et une augmentation des aides aux étudiants,
- une attractivité des métiers fondée sur une revalorisation des salaires et des carrières et non sur les primes,
- le maintien des prérogatives des instances consultatives et scientifiques et de leurs élu(e)s,
- l'ouverture de véritables négociations avec le gouvernement sur ces points.

Le 18 septembre ne doit pas être le jour de l'enterrement **du statut de titulaire**, mais celui de la mobilisation des personnels et des étudiants pour s'opposer ensemble aux projets du gouvernement et **exiger l'ouverture de véritables négociations** sur nos propositions !

Organisations signataires : FSU (SNESUP- SNCS – SNASUB – SNEP – SNETAP) – CGT (SNTRS - FERC Sup – CGT Inra - UGICT) – UNSA (SNPTES) - CFDT (SGEN recherche EPST) – FO (SNPREES) – Solidaires (Sud Education) - SLR – SLU – UNEF

Paris, le 5 septembre 2008

Le ministère de l'enseignement supérieur peine à dissimuler ses mauvaises intentions...

Contrairement aux priorités annoncées, la rentrée 2008 est marquée par l'inédite et scandaleuse menace de suppression de 900 emplois statutaires dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une délégation FSU -SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP- a condamné avec force ces orientations devant le directeur de cabinet de la ministre de l'enseignement supérieur, ce vendredi 5 septembre.

A ce jour, le ministère n'entend prendre en compte ni les besoins du pays, ni les attentes des collègues et des étudiants. Les inquiétudes sont redoublées par des menaces d'externalisation de certaines tâches, d'aggravation de la concurrence entre les établissements, et d'une vision localiste et clientéliste. Enfin, il faut dénoncer la méthode du gouvernement : refus d'ouvrir de véritables négociations et de dévoiler les textes qu'il prépare.

Paris, le 5 septembre 2008

Appel public à signatures Pour obtenir l'abandon du fichier EDVIGE
instituant le fichage systématique et généralisé, dès l'âge de 13 ans, par la police des délinquants
hypothétiques et des militants syndicaux, politiques, associatifs et religieux

Syndicat National de l'Enseignement Supérieur – 78, rue du Faubourg Saint-Denis – 75010 – Paris
Tél. : 0144799610 – Fax : 0142462656 – Courriel : accueil@snesup.fr – Site web : www.snesup.fr